

Chapitre III

Roubaix : carte d'identité

Il n'est pas question de faire ici une histoire de Roubaix. Cependant, il faut marquer le contexte dans lequel s'insèrent les problématiques liées au champ de l'immigration et de l'intégration. Plutôt qu'une monographie besogneuse, on préfère présenter une sorte de générique permettant de situer des moments ou des données-clé qui permettront de comprendre le rôle stratégique joué par l'immigration dans la construction de la ville.

Une ville industrielle

Roubaix est une ville de moins de 100000 habitants dans une métropole lilloise de plus d'un million. Cette métropole présente un profil atypique : alors que la plupart des métropoles s'organisent selon une logique centre (capitale)/périphérie (banlieue), la métropole lilloise a une capitale sous-dimensionnée, en comparaison des normes européennes, et plusieurs villes de capacité moyenne, dont Roubaix, qui lui donnent un caractère polycentrique. Sa situation transfrontalière est une autre originalité.

Roubaix a acquis ses traits caractéristiques au 19^e siècle : une croissance industrielle à un rythme qu'ignore en général la France, autour de la mono-industrie textile, a construit un paysage caractéristique³⁶. La révolution industrielle a enroulé les quartiers autour des usines, sans plan d'urbanisme préalable. L'urbanité produite impose des centralités de quartiers, qui enserrant un centre ville qui s'affirme difficilement. Le Canal qui contourne les quartiers Nord aligne les

usines, l'habitat est dominé par un parc privé populaire de mauvaise qualité, maisons sur rue étroites et courées. La densité est exceptionnelle, les conditions de vie déplorables³⁷.

Un tel développement ne pouvait se faire sur la seule base de l'accroissement naturel de la population. Il a fallu faire appel à la main-d'œuvre du plat-pays dès la période proto-industrielle. Les besoins exponentiels ont conduit à élargir l'aire de recrutement en sautant la frontière vers la Flandre et la Wallonie.

Cette formation historique est entrée en crise dans les années 50.

Ce fut d'abord une **crise économique**, hémorragie lente dont le rythme cache l'ampleur, à la différence des crises sidérurgiques. Dès le milieu des années 50, suite à la guerre de Corée, les productions traditionnelles déclinent, d'autres producteurs mondiaux apparaissent. Le marché commun oblige l'industrie à transformer ses formes organisationnelles : de grands groupes apparaissent, comme Prouvost-Masurel, tandis qu'un secteur de PME perdure ; ce secteur retarde la nécessaire modernisation technologique en faisant appel à une main-d'œuvre peu qualifiée, issue de l'immigration : les bas salaires et l'intensification des mauvaises conditions de travail compensent le retard technologique.

D'autres industriels réorientent leurs capitaux vers des secteurs tertiaires plus prometteurs : la vente par correspondance, avec la Redoute et d'autres, la grande distribution avec Auchan, concept nouveau d'hypermarché en périphérie qui concourt à la désertification des commerces de cen-

35—Dubet F., *Le déclin de l'institution*, Paris, le Seuil, 2002

36- Giblin-Delvallet évoque l'image d'une « cité-usine » : En 1800, elle compte 8000 habitants dont 3 000 ouvriers ; vingt-cinq ans plus tard, la population est estimée à 20000 habitants, puis 35000 en 1851, 50000 en 1861, plus de 75000 en 1872, et 125000 environ à la veille de 1914. La croissance de cette « ville-usine » est sans égale en France.

37- Bâties à la hâte, aux moindres frais, les courées ont conservé les tares imputables à leurs origines. Comme le terrain en « front à rue » était le plus coûteux, les bâtisseurs ont acheté des terrains de deuxième zone et ne les ont fait communiquer avec la voie publique que par un étroit passage, un simple couloir, véritable boyau plongé, la nuit, dans une obscurité totale. Les courées sont construites sur des terrains enclavés, dans le cœur même des villes, à proximité des usines, ce qui n'était pas un mince avantage à l'époque où les journées de travail étaient particulièrement longues - quinze heures environ - et où aucun moyen de transport individuel ou collectif n'existait. Les courées sont donc souvent enchevêtrées, accolées aux ateliers des usines, communiquant parfois les unes avec les autres.

tre ville. La Redoute naît à proximité de l'Alma-gare. Le premier Auchan tire son nom du quartier où il s'implante : les Hauts-champs.

A la crise industrielle s'ajoute **la crise urbaine** :

□ Le plan d'ensemble de la ville rend difficile son adaptation : la ville est mal desservie par la route, le centre est incertain, les quartiers tendant à rester repliés sur eux-mêmes, la densité rend rares jardins et stationnements, les espaces publics se dégradent.

□ L'habitat ancien traditionnel de type courée devient au bout de cent ans globalement obsolète. L'habitat insalubre progresse ; les besoins sont immenses.

Crise industrielle et urbaine créent les conditions d'une **crise sociale** d'ampleur inégalée : la période industrielle a produit durablement 2 caractéristiques : une pauvreté endémique et quasi-héréditaire, un niveau éducatif et culturel médiocre. L'industrie appelait des bras et le patronat encourageait les mises au travail précoces. La scolarisation et la formation étaient donc peu valorisées, voire découragées.

Les années 80 vont sensiblement aggraver la situation : maintien de la pauvreté, montée du chômage de longue durée. A un taux de chômage de 30%, il faut ajouter la masse de ceux qui sont sortis des statistiques de l'ANPE, n'étant plus considérés à la recherche d'un emploi, ainsi que la masse des contrats aidés et publics en formation : c'est dès lors près de 50% de la population active qui est exclue économiquement.

Cette crise touche deux catégories de couches populaires :

□ Les éléments en voie de désagrégation de la classe ouvrière traditionnelle voient s'écrouler leur univers de référence. Leur vie quotidienne est marquée par l'anomie : isolement social et dégradation sanitaire, pour les plus faibles d'entre eux.

□ Les nouvelles populations issues de l'immigration, essentiellement maghrébine, arrivées massivement dans les années 60 et le début des années 70 se retrouvent saisies dans une dépression historique. Venues pour le travail et du fait des capacités d'accueil en matière de logement accessible, elles se retrouvent exclues économiquement : les parents vivent les licenciements de masse, les enfants qui accèdent aux diplômes subissent le chômage aggravé par la discrimination.

Ces 2 catégories cohabitent dans les mêmes quartiers populaires : pour les uns, la présence de l'immigration est le symptôme et la cause de leurs difficultés et de leur descente sociale, pour les « immigrés », le mouvement historique d'ascension sociale les amène à entrer en concurrence avec les couches traditionnelles, même si ce mouvement est contrecarré durablement par la crise.

La situation très grave de Roubaix dans les années 80 ne s'explique pas seulement par des causes internes : le contexte métropolitain doit être rappelé.

Fin des années 60, la Communauté urbaine de Lille est créée. Dans le même temps, l'Etat aménageur décide de créer à l'est de Lille une ville nouvelle, Villeneuve d'Ascq. Le relatif désintérêt des élus roubaisiens pour la prise de décision communautaire, la volonté du patronat local de maintenir une situation de quasi-mono-industrie pour maintenir les rapports de force antérieurs et la pression sur les salaires, vont aggraver la situation roubaisienne : avec les universités à Villeneuve d'Ascq, la ligne de métro qui relie Lomme, Lille et la ville nouvelle est le signal

d'une tendance lourde : les nouvelles couches moyennes se regroupent sur la ville nouvelle, les populations solvables quittent les centres et quartiers anciens, les investissements publics se concentrent sur l'ouest et l'est de la métropole quand l'effort de rattrapage aurait dû se diriger vers le versant nord-est, le développement va au développement, et sur d'autres morceaux de territoire, la pauvreté et l'exclusion se concentrent. Les décisions de l'État central et de la Communauté ont renforcé la polarisation entre territoires et Roubaix, sur la majeure partie de son territoire, se spécialise dans la concentration et le traitement de l'exclusion métropolitaine : les populations solvables quittent le territoire, laissant la place aux pauvres, le coût fiscal s'alourdit : les charges de gestion urbaine et d'action sociale grimpent quand 2 ménages sur 3 sont non-imposables.

Comment s'est organisée l'action publique face à ce désastre lent et de ce fait peu spectaculaire ?

Là encore, l'histoire pèse de tout son poids.

En 1880, suite aux grèves qui ont marqué la ville pendant plusieurs mois contre des baisses de salaires, Jules Guesde commence un travail d'implantation qui aboutit à son élection comme député en 1892. La ville est prise par une liste largement ouvrière du Parti ouvrier français. La cité radieuse du socialisme invente un socialisme municipal avec Jean-Baptiste Lebas, maire, résistant et ministre du travail du Front populaire. Dans l'après-guerre, le paritarisme organise entre la municipalité et le patronat un partage du travail largement décrit par les travaux

de Cornuel et Duriez³⁸ ; avec l'instauration du 1% patronal, le patronat investit dans la maîtrise et la modernisation de l'habitat³⁹. D'un côté, il investit dans un parc social neuf susceptible de fixer les populations qualifiées et solvables par l'amélioration de leurs conditions de vie, de l'autre, via le CAL-PACT, sa version sociale prend en charge les questions de l'habitat insalubre des courées : s'il s'agit officiellement d'éradiquer ces « chancres », la réalité est plus complexe ; d'une part, l'ampleur de la tâche impose la gestion d'une file d'attente et des actions de maintenance des maisons en cour, dans l'attente des constructions neuves. Le délai d'attente est utilisé pour encadrer socialement les populations afin de les adapter à leur logement futur par des activités d'économie familiale et sociale. Détruire, maintenir à titre provisoire mais aussi tout simplement conserver dès lors que des familles sont jugées inadaptées aux logements modernes ou qu'il faut héberger des nouveaux immigrés sans moyens et indésirables. Le patronat contrôle ainsi non seulement les investissements dans l'habitat, mais aussi le rythme d'évolution et les clés de segmentation des couches populaires, inscrivant dans le paysage une répartition entre d'une part aristocratie ouvrière, base de la compétence collective textile et de l'électorat SFIO, et d'autre part les pauvres, quart-mondistes et tiers-mondistes mêlés. La municipalité qui du temps de J-B Lebas avait été à la tête de l'innovation avec la création d'HBM (Habitations à bon marché) de qualité, notamment au Nouveau Roubaix⁴⁰, récupère via le petit office HLM la conduite des opérations risquées voire ruineuses. La sous qualification de l'office sera éclatante lors de la reconstruction de l'Alma gare.

38- Duriez (B.), Cornuel (D.), - *Trnsformations économiques, évolution des rapports politiques et restructuration urbaine, 1960-1975*, Villeneuve d'ascq, Centre d'analyse du développement, 1975

39- Duprez (Dominique), Hedli (Mahieddine), *Le mal des banlieues ? Sentiment d'insécurité et crise identitaire*, L'Harmattan logiques sociales, 1992 : « ... Le CIL devient dès les années 50, de loin, le principal organisme constructeur de l'agglomération. En fait le CIL est un organisme exclusivement financier, collecteur et distributeur du 1% patronal, mais « dès 1943, il était dit qu'en contrepartie des avantages qui seraient consentis aux HBM, ... le CIL exercerait un contrôle sur la gestion des HBM et exigerait que tous les projets de construction de ces sociétés soient soumis à son assentiment. » (Cornuel et Duriez, op.cit.)

La municipalité de Roubaix soutient l'action du CIL en lui donnant les garanties des emprunts HLM et en lui cédant ses réserves foncières. ... L'objectif du CIL est de loger prioritairement les salariés des entreprises cotisantes. Les logements du CIL qui ne comprennent que moins de 5% de PSR (HLM économiques), excluent pratiquement les ménages à revenus modestes qui sont ainsi forcés de demeurer dans l'habitat vétuste. On a assisté, entre les années 1950 et 1980, à un processus de répartition des classes populaires dans deux types d'habitat très différenciés : les courées et les logements des CIL. »

40- Les HBM municipaux préfigurent les HLM. Notons que l'accessibilité économique de ces logements ne nuisait pas à la qualité architecturale. Roland CASTRO dira des HBM qu'« on y met de l'or dans la brique ».

A cela il faut ajouter la croyance dans l'éternité de la puissance textile : si en 1911, l'exposition internationale textile avait marqué l'apogée roubaisien, les années 60 perpétuent par des rites la croyance en l'immuable : en 1962, la Reine d'Angleterre est reçue par la maire Victor Provo et par Albert Prouvost, patron de la puissante Lainière ; et en 1969, la Ville fête avec faste le 500^e anniversaire de l'octroi de la Charte des drapiers, cérémonies consensuelles juste un peu gâchées par des manifestations de mal-logés protestant contre l'habitat insalubre. Toutes les tentatives de reconversion de l'industrie textile seront contrecarrées par une classe politico-économique attachée au statu quo. Il faut ajouter que le maire s'abstient d'intervenir dans les stratégies économiques du fait que dans le partage du travail instauré, la municipalité se cantonne à la gestion sociale à retombées électorales de la ville⁴¹.

C'est dans ce contexte que s'engage la première phase du processus de modernisation de la ville. En 1957, il est décidé de raser le peuplé quartier des Longues Haies, près du centre ville, et d'engager en échange la tertiarisation du centre avec le centre commercial Roubaix 2000 et la construction de quartiers d'habitat social : ZUP des 3 ponts, Edouard Anseele, Hommelet.

L'idéologie qui préside à cette modernisation est forte et partagée : le progrès est représenté par le confort « moderne » qui améliore les conditions sanitaires en apportant lumière et eau chaude. Ces préoccupations ne sont pas inutiles quand on connaît le tribut payé par les enfants au manque d'air, de soleil et d'hygiène des courées : tuberculose, dysenterie et gastroentérites. L'idée du progrès se confond avec un crédo hygiéniste qui se repère aussi dans les grandes réalisations municipales socialistes : le

centre aéré et la Piscine ; les préoccupations de moralisation de la classe ouvrière, la création d'un « homme nouveau » discipliné et rationnel, ne sont pas absentes. L'idéologie socialiste roubaisienne est très marquée par ces préoccupations hygiénistes que partage le patronat.

Cette rénovation urbaine (on rase, on construit du neuf) sera un échec manifeste : sur le plan économique, le centre commercial est dès son ouverture un échec tant s'y accumulent erreurs de conception sur le plan de la sécurité, de la structure juridique, du sous-dimensionnement de la locomotive que devait représenter le supermarché, et de l'urbanisme (le centre coupe la liaison historique entre le centre et le sud de la ville).

Sur le plan urbain, les nouveaux ensembles se dégradent et vieillissent rapidement, provoquant la fuite des populations solvables.

Sur le plan sociologique, les destructions autoritaires et les relogements bureaucratiques éclatent les réseaux de sociabilité traditionnels et disséminent les situations sociales désormais alourdies par l'anomie : la carte des relogements des Longues Haies est celle des quartiers en politique de la ville !

La municipalité de Victor Provo sera donc caractérisée par 3 traits essentiels :

□ La construction d'un nouveau compromis social qui succède à la période classiste de J-B Lebas, compromis signé sur le front du logement entre mairie et patronat et qui provoque de multiples effets : construction d'une identité territoriale partagée, évolution de la social-démocratie qui ne quitte pas vraiment le populisme ouvriériste hérité des guesdistes, accentue la dimension gestionnaire tant les débouchés clientélistes de la maî-

41- Cornuel (Didier), Duriez (Bruno), *Le mirage urbain, histoire du logement à Roubaix, 114,115* : « Il y a un partage des tâches et la municipalité a des domaines d'action propre. Ce qu'elle valorise, ce sont surtout des actions en matière d'équipements sportifs (piscines, salles de sport) ou de loisirs, de crèches, ou de cantines scolaires et enfin surtout l'action menée avec le Bureau d'aide sociale en faveur des personnes âgées. L'activité de la municipalité dans ces domaines est extrêmement développée et la ville s'enorgueillit de ses nombreuses réalisations. L'assistance est donc maintenant du domaine d'intervention de la municipalité mais pendant ce temps, celles-ci n'ont plus de capacité d'initiative dans la définition du devenir de l'agglomération. C'est le bureau d'urbanisme du CIL qui fait les plans d'aménagement, la création d'un Comité d'Expansion de Roubaix-Tourcoing viendra des milieux patronaux...A la lutte classe contre classe s'est donc substituée la domination patronale à travers les organismes paritaires. La municipalité n'est plus qu'un soutien à l'action de ceux-ci qui peuvent se présenter comme défenseurs de l'intérêt local. »

trise de l'appareil municipal apparaissent la ressource principale pour garantir le maintien au pouvoir et traduit politiquement le paritarisme par une formation de troisième voie. Une évolution parallèle affecte le patronat : si les stratégies économiques se diversifient et s'autonomisent progressivement du territoire, la gestion politique est confiée à des équipes qui rompent avec l'autoritarisme de combat de l'époque du consortium textile pour, tout en gardant le fonds paternaliste, accentuer les stratégies de compromis et la dimension sociale. On sait le rôle joué par la démocratie-chrétienne et notamment le Sillon, mouvement animé localement par Victor Diligent, père d'André Diligent dans cette évolution, ainsi que par l'instaurateur des Semaines sociales, Eugène Duthoit.

□ L'engagement d'une rénovation urbaine classique qui ne résout pas pour autant la question centrale de l'habitat insalubre, dont la nécessaire maintenance se justifie dans l'accueil de population rejetées du cercle du progrès⁴².

□ La passivité liée à la croyance d'une éternité de la puissance textile roubaisienne face aux décisions qui engagent durablement le développement de la métropole aux dépens de la ville.

L'arrivée de la municipalité d'Union de la gauche de Pierre Prouvost constitue une rupture dans la tradition roubaisienne. Elle se signale par une triple volonté.

□ Volonté de moderniser la gouvernance locale en promouvant des formes alors inédites de concertation comme les comités de quartier, sur fond d'idéologie modernisatrice technocratique volontiers perçue comme hautaine et condescendan-

te.

□ Mobilisation pour rattraper le retard pris⁴³ sur les enjeux métropolitains en constituant des outils de redéveloppement économique comme le SIAR⁴⁴, et un regroupement des maires du versant Nord-Est. Cette mobilisation multiforme sera incontestablement le premier rebond de la ville, même si c'est la municipalité d'André Diligent qui en cueillera les plus beaux fruits.

□ La voie de la rénovation urbaine n'est pas, sur le fond, remise en cause : la ville veut accueillir des équipements universitaires en requalifiant des friches industrielles, s'engage dans l'aménagement culturel du territoire, poursuit la RHI, Résorption de l'habitat insalubre pour ouvrir de nouvelles voies et tertiariser. Mais cette stratégie a rencontré précédemment un obstacle inédit : les habitants de l'Alma Gare s'opposent aux rénovations⁴⁵, imposent le respect des habitants et l'hypothèse de leur maintien, puis négocient un schéma directeur mixant constructions neuves et réhabilitations. Si localement ils bloquent une rénovation urbaine où les résidents sont des pions dociles, c'est nationalement que l'écho de ces luttes urbaines est majeur. Dès la fin des années 60, années de résistance, pendant les années 70, années de négociation, et jusque dans les années 80, années de gestion des nouveaux équipements, les formes d'organisation qu'ils inventent vont inspirer la toute nouvelle politique de la Ville qui prend son essor en 1982/3.

L'arrivée à la mairie d'André Diligent en 1983 est pour la gauche un traumatisme : cette victoire met fin à un siècle

42- La municipalité socialiste décide, en janvier 1957, la destruction de 70 courées, c'est-à-dire de 1 645 taudis, et de 515 autres logements d'un niveau de confort à peine supérieur, situés au centre de Roubaix, au sud du boulevard Gambetta. La rue des Longues-Haies, tristement célèbre grâce à Maxence Van Der Meersch, va disparaître. C'est le quartier dit Edouard-Anseel. La triste image des Longues-Haies pèse sur ce quartier et indirectement sur l'ensemble de la ville : la faire disparaître sera le signe que Roubaix change. En outre, ce quartier occupe une situation centrale, à proximité de la grande place ; mais celui de l'Alma est tout aussi central et encore plus proche de l'avenue Jean-Baptiste Lebas où sont installés les sièges des banques et les quelques commerces de luxe de Roubaix : la proportion d'ouvriers étrangers y est plus élevée. Nombre d'entre eux ne sont pas naturalisés, et les citoyens français n'y sont pas tous inscrits sur les listes électorales. Le déplacement de cette population vers d'autres communes ne risque donc pas d'entraîner de perturbations électorales.

43 - Les grands investissements de l'Etat réalisés entre 1960 et 1980 ne concernent que très indirectement les villes du versant Nord-est :

- canal à grand gabarit : 319,8 millions de francs, dont le préfet Dumont disait qu'ils serviraient au moins à faire passer l'eau !

- autoroutes : 319,4 millions de francs ;

- CHU de Lille : 35,8 millions de francs ;

- ville nouvelle : 253,4 millions de francs ;

- enseignement supérieur : 457,7 millions de francs.

La ville nouvelle est bien le premier pôle de développement au sein de la métropole, ce que montre la comparaison des investissements de l'Etat au cours des années 1978-1979-1980 entre Lille, Villeneuve-d'Ascq, Roubaix et Tourcoing :

Roubaix 41 997 000 francs

Tourcoing 16 949 000 francs

Villeneuve-d'Ascq 104 250 000 francs

44 - SIAR : Syndicat intercommunal de l'agglomération roubaisienne : ce syndicat mutualise les disponibilités foncières du roubaisien pour améliorer la création de zone zq d'activités et l'implantation d'entreprises.

45 - La résorption des courées de l'Alma-Gare devait suivre celle des courées du quartier Edouard-Anseel. Comme nous l'avons vu, pour des raisons à la fois financières, économiques et politiques, cette opération s'est trouvée retardée de sept ans. En 1973, elle peut enfin commencer. Pendant ce temps, les familles immigrées qui n'ont pu ou n'ont pas voulu se reloger dans les nouveaux HLM, se sont installées dans ce quartier où le pourcentage d'étrangers est passé de 24 % en 1968 à 44 % en 1973.

Dans cette ZAC, la CUDL possède un droit de préemption sur toutes les transactions immobilières. L'achèvement des bâtiments de la ZUP des Trois-Ponts, au sud-est de Roubaix, doit permettre l'accueil des populations concernées par la programmation - tout au moins celles qui répondent aux critères d'obtention d'un logement social et qui ont les revenus suffisants pour payer les loyers.

En 1973, on commence à supprimer l'îlot Magasins-Général, mélange de courées, d'habitat ancien, d'usines désaffectées, toujours avec le souci d'agir vite.

d'hégémonie socialiste sur fond de crise urbaine. L'émergence de l'enjeu sécuritaire a lourdement pesé dans l'ambiance pré-électorale ; les questions de l'immigration sont massivement associées. Le maire démocrate-chrétien saura cependant éviter le risque du droitisme :

□ Tout en bénéficiant des équipements engagés par la municipalité précédente, il poursuivra un travail de plaidoyer constant auprès de l'Etat et de la CUDL pour obtenir en réparation les moyens financiers nécessaires au redressement de la ville. Ses positions nationales seront une précieuse ressource de cette stratégie.

□ Il saura incarner sur un mode humaniste dépolitisé le soutien aux nouvelles politiques publiques de la ville et d'intégration ; sur ce plan, il incarne une figure morale tournée vers le dialogue, l'écoute et la tolérance (terme qu'il n'aimait pas). Fortement aidé par son plus proche collaborateur qui lui succédera en 1994, il tentera sans grand succès une stratégie de nouvelle centralité économique nourrie de nouvelles technologies, symbolisée par l'Eurotéléport.

□ Sur le plan politique, il a l'habileté de reprendre à son compte le registre dépolitisé classique de la droite, incarné par le mot d'ordre « Mon parti, c'est Roubaix », la logique de compromis de la SFIO de Victor Provo, l'aspiration à la participation de franges de la population, pour pratiquer tantôt le dialogue républicain, tantôt l'ouverture à des personnalités issues de la société civile ou venant de la gauche sur le thème de la municipalité de « salut public ». Ce thème prend force à l'aune de l'extrême risque de la situation et de la faiblesse politique et conceptuelle de la Gauche.

Son successeur, René Vandierendonck, investi en 1995 par l'UDF et le

RPR condensera les tentatives de ses prédécesseurs dans un projet global, intégré, qu'il négocie d'abord avec la Communauté urbaine et avec l'Etat.

Ce projet sera d'autant soutenu qu'il semble être celui de la dernière chance : la situation s'est dégradée et les scores du Front national font craindre une catastrophe politique pour la métropole et la région.

La ville renouvelée

Ce projet s'appuie sur un diagnostic stratégique qui implique des ruptures dans les priorités d'action et leurs modes opérationnels.

Faisons un raisonnement simple : comment réduire le chômage et la pauvreté de la population roubaisienne, telle est la question politique principale ? L'histoire des politiques publiques de Roubaix est celle des réponses apportées à cette seule question.

Dans un premier temps, on estime que la solution se trouve dans le retour de l'activité économique pour compenser les emplois perdus du textile : c'est la stratégie des zones d'activité, des centres de nouvelles technologies, de la tertiarisation. Que constate-t-on ? Les emplois reconquis ne profitent pas aux roubaisiens. En effet, ceux qui habitent Roubaix n'y travaillent pas (et souvent ne travaillent pas), ceux qui travaillent à Roubaix n'y habitent pas.

Il est donc nécessaire d'améliorer les conditions d'insertion de la population roubaisienne ; l'accent est mis alors sur la formation, l'insertion économique et divers types de médiation. Que constate-t-on ? Le chômage se maintient à un niveau élevé, malgré les succès remportés pour faire accéder à l'emploi durable des chômeurs de longue durée.

Les Roubaisiens en situation d'exclusion ou de précarité économique, n'ont de cesse, dès que leur situation s'améliore de rechercher un logement plus confortable et des conditions de scolarisation plus favorables pour leurs enfants. Ils quittent donc Roubaix dont l'offre ne satisfait pas à ces conditions. Le taux de chômage se maintient, mais ce sont en partie de nouveaux chômeurs. Paradoxalement, plus le dispositif d'insertion est efficace, plus la fonction métropolitaine assignée à Roubaix de turbine de l'exclusion s'accélère.

Apparaît donc la nécessité d'une troisième stratégie : il s'agit d'améliorer la situation urbaine pour maintenir sur place les populations solvables et attirer de nouveaux habitants. C'est la stratégie du renouvellement urbain : améliorer l'offre de logements en réhabilitant le patrimoine et par des constructions neuves, moderniser l'offre éducative, garantir la qualité des espaces publics, leur propreté et leur sécurité. Mais on voit vite que le renouvellement urbain sans l'intégration sociale conduit à une situation précaire où des îlots de prospérité reconquise, encerclés d'une nappe de pauvreté, ne peuvent fonctionner qu'en organisant des dispositifs sécuritaires vite excessifs.

De cette fable il ressort que développement économique, insertion et action sociale, et renouvellement urbain doivent être menés de front, c'est-à-dire intégrés de manière systémique et traduits spatialement.

Ce diagnostic stratégique a conduit à construire la notion de **ville renouvelée**⁴⁶, terme générique qui désigne l'intervention métropolitaine sur les enjeux signalés : la notion de ville renouvelée vise à définir une stratégie d'agglomération et une méthodologie de projet complexe ; son principe de base en est simple : certains territoires ne se renouvellent plus : le marché ne remplace pas les valeurs détrui-

tes en terme de commerce, économie, habitat, ressources humaines ; la valeur territoriale se déprécie, le cycle de la concentration de l'exclusion s'enclenche. En même temps, la tendance lourde consiste à « étaler » la métropole par l'extension spatiale : construction de zones pavillonnaires en périphérie, zones d'activité à la sortie d'une bretelle d'autoroute, hypermarchés et multiplexes produisant une ville émergente tendent à vider les centres, étendre la ville ; de ce fait, les charges d'équipement et de gestion urbaine de la Métropole s'alourdissent comme le coût social ; la stratégie de ville renouvelée vise notamment à mettre en place une stratégie foncière visant à libérer et rendre accessible le foncier de centralité en neutralisant le différentiel de coût entre celui-ci et le foncier de périphérie, moins cher puisque libre, accessible et viabilisé.

L'action publique vise à relancer l'investissement privé par des investissements publics judicieux, c'est-à-dire susceptibles d'inverser la tendance, de transformer le cercle vicieux en cercle vertueux, de faire levier par leur juste positionnement stratégique. L'investissement public vise donc le retour des mécanismes de marché ; il constitue une économie sociale de marché fondée sur un partenariat public/privé.

Si Roubaix a été le terrain de construction de cette démarche, elle en est aussi l'applicatif privilégié. Le projet stratégique de la municipalité est en effet le suivant :

□ A contrario des stratégies précédentes, mettre la priorité sur le centre ville, en lui donnant par un projet d'aménagement global une forte identité fondée sur des espaces publics de grande qualité, une accessibilité assurée par la ligne 2 du métro, une forte personnalité commerciale (un centre commercial autour d'un hyper de centralité et un ensemble de magasins

46 - Roussel (F.X.) « Toute l'ambition de la "ville renouvelée" tient dans ce défi. La "ville renouvelée" doit répondre à la ville reléguée, à la ville ignorée, parfois perçue comme une non-ville : celle des quartiers et morceaux de ville en perte de vue. Mais elle doit aussi s'inscrire dans une réflexion plus prospective et anticipatrice, qui permette de dessiner et de raconter la ville de demain. L'ampleur du défi impose une grande modestie. Reconnaissons, que sans avoir été vains, les efforts déployés jusqu'alors n'ont pas permis d'enrayer la spirale de l'aggravation des situations économiques et spatiales de ces territoires et le désespoir social de ses habitants. Reconnaissons que ce qui est en jeu dépasse la simple réparation ou le retissage des liens sociaux mais touche une interrogation de fond qui est celle de la question urbaine du XXIème siècle. Face à ces enjeux, le concept de "ville renouvelée" entend dépasser les réponses apportées jusqu'alors. Il ne s'agit pas de refaire une ville ou de faire une ville nouvelle. Il s'agit de renouveler une ville, riche de ses habitants et de son histoire. »

de fabriques), puis culturelle dès lors qu'on adopte une focale large pour définir la centralité roubaisienne en y intégrant 3 pôles culturels : le Colisée, Olympia du Nord, qui héberge le Ballet du Nord, centre chorégraphique national, et qui dispose avec les studios Roussel installés dans une friche réhabilitée avec succès des outils nécessaires à son développement, au cœur du quartier de l'Epeule, quartier populaire qui jouxte le centre, le site à proximité de la gare qui unit le musée André Diligent installé dans la Piscine rénovée et l'ENSAIT (école nationale supérieure des arts et industries du textile) et bientôt la Condition publique, près du quartier du Pile, autre bastion populaire de la ville, qui ouvrira en mai 2004 selon un concept de nouvel équipement culturel dédié à la culture contemporaine populaire.

Cet objectif central est complété par la poursuite de la restructuration des quartiers Nord et Sud de la ville à travers diverses procédures comme le GPU et le GPV. Mais le credo implicite du Développement social des quartiers qui vise à restaurer la ville, à partir du local vécu par des habitants, est rejeté, plutôt pour sa faible efficacité que pour des raisons idéologiques.

□ S'inscrire dans le projet métropolitain non plus en opposition pour réclamer son dû par une compensation des investissements, mais comme composante réussie de la métropole lilloise. Symboliquement, le maire accepte que la CUDL devienne LMCU, soit Lille métropole communauté urbaine, acceptant en comparaison des désignations historiques, telles que Lille- Roubaix- Tourcoing, l'effacement symbolique de la ville derrière la capitale régionale. Cet effacement symbolique a plusieurs explications dont la première est de signaler l'adhésion à un système stratégique d'alliance dont la Métropole est le pivot, avec la Communauté et

le Comité grand Lille, mais aussi prendre acte sur le registre de l'efficacité de la nécessité de l'échelle métropolitaine comme unité minimale pour traiter les questions économiques et d'habitat et exister internationalement.

□ La conduite politique du maire est dominée par ce registre de l'efficacité pragmatique, registre qu'il applique à la mobilisation des ressources (GPU, GPV, Zone franche. Tous les dispositifs sont asservis et pour ce faire « tordus » en y imposant des usages dérogatoires pour servir le projet, véritable boussole de l'action publique), qu'à la construction des alliances : c'est sans état d'âme, et cependant avec conviction que le maire passe progressivement à gauche pour être investi en 1995 patron de la Gauche plurielle, prenant acte des rapports de forces locaux, de la pente de ses convictions, de la lecture historique qu'il fait de la ville.

Sur le plan de la gouvernance, René Vandierendonck hérite de la pulsion modernisatrice de Pierre Prouvost et en évite les écueils par un usage habile du savoir-faire politique hérité d'André Diligent. Le registre de l'identité locale, de la « Roubaisien-ité » vient justifier le pragmatisme et éviter le procès du cynisme en en appelant à l'intérêt général... roubaisien.

Ainsi, la Ville continue de soutenir le monde associatif et les dispositifs de concertation tout en privilégiant la maîtrise d'ouvrage municipale, jugée plus performante. Le passé est érigé en légitimation d'un pragmatisme au service d'un projet opérationnel qui prend la place de la justification politique.

Quelle est aujourd'hui la validité de ce pari de redressement ?

Un certain nombre d'indicateurs témoigne du rebond amorcé avec l'ouverture de la ligne de métro et du centre d'affaires Mac Arthur Glen en août 1999. La presse nationale qui ne mettait Roubaix à l'affiche que pour des questions stigmatisantes fait l'éloge du centre ville, des dynamiques culturelles autour du musée emblématique et des choix de renouvellement urbain.

Le taux de chômage officiel a baissé, la Zone franche a ici plus qu'ailleurs créé et sauvegardé plusieurs milliers d'emplois.

Le marché immobilier montre des signes de renouveau grâce aux stratégies de patrimonialisation de la ville qui a obtenu en 2000 le label « Ville d'art et d'histoire » pour son patrimoine industriel, et l'habitat qui y est lié.

Cependant l'ampleur des difficultés ne saurait aveugler :

□ Les morceaux de ville restaurés sont encore des oasis dans un paysage abîmé, même si partout se montrent chantiers et retour d'activité. L'insalubrité semble notamment se reconstituer ici au rythme où elle recule ailleurs.

□ Le chômage reste élevé, comme la pauvreté et la précarité et il semble que les méthodes de médiation utilisées avec succès butent sur un noyau dur que seul sur le long terme un effort considérable de développement éducatif et culturel de la population réduira.

□ La Métropole progresse à pas mesurés : l'éclatement de la métropole en plus de 85 communes, l'absence de majorité absolue ralentit la décision qui doit toujours composer et donc souvent s'affaïdir. De ce fait, dans des domaines clés, la

compétence communautaire tarde à s'opérationnaliser. De ce fait, malgré des progrès absolus sur le territoire roubaisien, les écarts relatifs entre secteurs riches et secteurs en retard se creusent, rendant problématique le projet d'une métropole équilibrée.

En définitive, une lecture en diagonale de 40 ans de politiques publiques permet de remarquer plusieurs évolutions de fond :

□ L'échelle métropolitaine est devenue le cadre de référence de l'action publique.

□ En un demi-siècle, le paysage des politiques sociales a été bouleversé. Dans le cas de Roubaix, les acteurs de l'action sociale sont historiquement nombreux : la Ville finance l'un des plus gros CCAS de France, qui vient souvent concurrencer les interventions du travail social départemental. A cela il faut ajouter un important secteur humanitaire, dominé par l'association Amitié-partage, association créée par M. Lecluse, qui se présenta sous l'étiquette « Roubaix aux Roubaisiens » en 1983 et dont le discours mixe l'encadrement paternaliste traditionnel, l'appel sécuritaire aux franges de l'extrémisme, et une conscience aiguë de l'exclusion, et des équipements territorialisés, d'une part les centres sociaux, porteurs d'une conception de développement local, et d'autre part les LCR, regroupés dans l'Association de maisons de l'Enfance, aujourd'hui disparue, et qui ont accompagné la création par le CIL d'un nouveau parc social, soit 5 composantes : bienfaisance, action sociale, humanitarisme, accompagnement social au logement et développement local.

Ce paysage perdure, retardant d'autant la logique prise de leadership du secteur social par le département dans le cadre d'un projet social de territoire intégré.

Cependant la politique de la ville a mis ce secteur multiforme en tension : entre développement de l'initiative et assistantat, accompagnement individuel et action collective, universalisme abstrait et gestion de la diversité, adaptation économique et politique du sujet. De cette tension naissent de nouvelles pratiques diversifiées assurant « vaille que vaille » un maillage social du territoire qui évite le délitement, la fragmentation et l'explosion.

□ Enfin, si le cœur des enjeux reste dans les années 60/70 la sphère économique, le centre de gravité des positionnements des acteurs et de l'action publique, sans abandonner les préoccupations d'économie et d'emploi, devient le logement et par extension l'urbain.

Peut-être vit-on aujourd'hui un nouveau déplacement vers les enjeux culturels. La position peut surprendre dans une ville qui a longtemps été sous-administrée de ce point de vue. La bourgeoisie locale, plus industrielle qu'industrielle, ne considérerait pas la dépense culturelle, et la ville manquait de classes intermédiaires pour

supporter un développement culturel. De ce fait elle sort juste d'un long retard d'aménagement culturel et découvre le rôle stratégique de la culture. Ce rôle se décline de plusieurs points de vue : l'aménagement culturel du territoire participe de la requalification du territoire ; la création d'équipements sert de support à une communication favorisant une meilleure attractivité du territoire, l'aménagement culturel du territoire sert de point d'appui à des réinvestissements en matière de logement, la culture est le champ qui permet de recomposer l'identité locale et celle des groupes qui la composent. Si une telle évolution se confirmait, on voit l'usage qu'on pourrait en faire pour renouveler l'approche de l'intégration.

Ce rapide balayage peut désormais être complété par une relecture de cette histoire du point de vue de l'immigration.

Nous examinerons successivement : l'impact des vagues migratoires dans ce contexte local, et plus particulièrement les vagues belge et algérienne, puis nous décrirons l'émergence et la constitution d'une politique locale dans ce domaine.